

La période qui débute avec les événements de Mai 68 et s'achève le 10 mai 1981 par l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République française apparaît souvent mystérieuse à celles et ceux qui ne l'ont pas vécue, et les laisse fréquemment perplexes ou ambivalents. Les « seventies » peuvent ainsi, sur le plan culturel, sembler un moment d'effervescence créatrice, qui aurait vu émerger des formes artistiques inédites et faisant toujours référence, mais aussi de ridicule achevé – difficile aujourd'hui de résister à l'hilarité devant l'extravagance de certaines modes vestimentaires ou capillaires de l'époque, ou devant le « kitsch » achevé de certaines productions télévisées alors parmi les plus populaires. Ambivalence encore en matière de mœurs : certes, la période aurait été marquée par un ample mouvement de libéralisation via, spécialement, un accès facilité à la contraception et à l'avortement, ou un début d'acceptation sociale de l'homosexualité. Mais elle aurait aussi contribué à la fragilisation d'institutions (la famille, en particulier) ou de rapports sociaux (tels ceux fondés sur une autorité) structurants, et ainsi contribué à déstabiliser tant l'ordre social que les assises psychologiques du vivre ensemble. Ambivalence encore en ce qui concerne les modes de vie : certes les

années 70 ont vu émerger la critique écologiste au sein des sociétés industrielles, mais celle-ci n'a su ni interrompre ni freiner un processus d'exploitation forcenée des ressources naturelles dont l'urbanisation incontrôlée, le recours à l'énergie nucléaire, les catastrophes environnementales ou encore le culte de l'automobile seraient les expressions majeures. Ambivalence aussi sur le plan économique, cette fois illustrée par la nette césure communément tracée entre les « bonnes » années 70, celles qui relèvent encore des « Trente glorieuses »¹ du plein emploi et de l'augmentation continue du niveau de vie, et les « mauvaises », impulsées par le premier choc pétrolier de 1974 et marquées par une progression continue du chômage de masse.

La nostalgie des seventies

Les années 70, en dépit de toutes leurs ambiguïtés, suscitent aussi une certaine sympathie, voire une fascination teintée de mélancolie, parmi les jeunes générations. Certes, il s'agit souvent à leurs yeux d'une période un peu extravagante et idéaliste, mais où tout semblait plus simple ou plus joyeux et où l'espace des possibles pouvait encore paraître largement ouvert. La nostalgie que suscite l'évocation de cette décennie trouve une part de son fondement dans la comparaison avec celle qui l'a suivie, et qu'un essai récent (Cusset 2006)² décrit comme « cauchemardesque ». Les années 80 seraient ainsi, par contraste, celles de la résignation contre l'espoir, de la médiocrité triomphante contre la créativité débridée, de l'individualisme égoïste contre l'esprit du collectif – bref, le moment de la trahison de tous les idéaux portés par les seventies. Des fictions dont l'action se situe dans les années 70 – *Le Péril jeune*, *La Parenthèse enchantée...* – s'appuient sur ces représentations pour ren-

forcer le sentiment de distance qui nous sépare aujourd'hui de cette époque.

L'opposition entre les années 70 et 80 apparaît spécialement vive dans un secteur particulier : celui des luttes sociales. Les seventies sont en effet fréquemment décrites comme une période d'intense effervescence contestataire, comme un temps de revendication permanente et de politisation tous azimuts, auxquels aurait succédé une période d'atonie militante et de désengagement. Plusieurs éléments plaident en faveur de cette représentation. Pour s'en tenir à un indicateur statistique, le nombre de journées individuelles non travaillées pour cause de grève, qui tournait autour de 3 millions par an dans les années 70 (maximum en 1976 avec plus de 5 millions), descend la décennie suivante à 1 million environ (minimum en 1985 avec 884 900, maximum en 1982 avec 2,3 millions) (Sommier 2003, p. 40 ; Denis 2005, p. 292). Le même constat est opéré à partir d'une analyse de presse par le sociologue Jan Willem Duyvendak (1994, p. 165), qui repère un effondrement durable de l'activité contestataire après 1981³.

Le but de cet ouvrage est d'examiner de plus près, et sur pièces, ce supposé « âge d'or des luttes ». Non que le portrait d'une décennie d'intense contestation que l'on vient de sommairement esquisser soit faux, mais parce que le passage du temps et les processus courants de reconstruction de l'histoire à l'aune des enjeux du présent contribuent à en livrer une image déformée, à accentuer certains traits (l'idéalisme ou la question des mœurs, par exemple) pour en atténuer d'autres (la répression), voire en oublier d'aucuns (les enjeux économiques et sociaux). C'est à une présentation générale de cette histoire militante qu'est consacrée la première partie de ce livre, nourrie des apports des travaux que sociologues et historiens ont produits au fil des ans.

Mais, on a déjà commencé à le voir, la connaissance des mouvements sociaux des années 70 est indissociable de leur analyse, elle-même souvent liée à des enjeux politiques ou idéologiques. C'est pourquoi la deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à un passage en revue critique des différentes pistes d'interprétation de cette vague contestataire (et de son déclin), tandis que la troisième propose un nouvel éclairage, centré sur les rapports entre mouvements sociaux et champ politique.

Questions de périodisation

Il est toutefois nécessaire, avant d'engager le propos, de préciser certains choix de méthode, et tout spécialement la périodisation adoptée. L'histoire retracée ici débute dans la foulée de Mai 68, et s'achève 13 ans plus tard, le 10 mai 1981. D'autres découpages temporels auraient été possibles, solidaires d'autres angles d'approche. Un choix, donnant la priorité aux enjeux économiques, aurait pu faire s'achever la séquence en 1974, date du début d'une crise mondiale qui allait profondément et durablement transformer la situation politique et sociale, et voir s'affaiblir la position des travailleurs dans les rapports de force. Un autre, d'ordre davantage idéologique, verrait avec l'année 1975 et la dénonciation du « totalitarisme communiste » par les « nouveaux philosophes », à l'occasion de la traduction de *L'Archipel du goulag*, la date du discrédit des attentes « révolutionnaires » portées par Mai 68 et le début d'une conversion aux inexorables réalités de l'économie de marché. Dans un ouvrage récent consacré aux luttes du monde du travail, Xavier Vigna (2007) fait pour sa part s'achever en 1979, date de l'échec du mouvement des sidérurgistes lorrains, une phase d'insubordination ouvrière ini-

tiée en 1968. Après cette défaite, le monde du travail et ses organisations auraient reporté leurs espoirs non plus dans la contestation, mais dans la perspective d'une victoire de la gauche à la présidentielle de 1981 (*ibid.*, p. 142). C'est parce que nous partageons cette dernière analyse, tout en souhaitant privilégier une lecture *politique* de la conflictualité sociale des années 70, que nous avons adopté l'élection de François Mitterrand comme borne finale de cette séquence historique.

S'il n'y a pas consensus parmi les historiens et les sociologues sur le terme de la période, tout le monde ou presque⁴ s'accorde pour considérer Mai 68 comme son point de départ, et ce livre ne fera pas exception. La période qui suit les événements peut en effet à bon droit être désignée comme celle des « années 68 » (Dreyfus-Armand *et al.* 2000), tant elle paraît irriguée par « l'esprit de Mai ». Mais il convient, contre l'évidence, d'explicitier le choix de cette date d'ouverture. Le mouvement étudiant et salarié de Mai⁵ est certainement un événement fondateur, mais de quoi ? Sans doute d'une *humeur contestataire*, qui a disposé bon nombre de ceux et celles qui l'ont vécue à remettre en cause la « marche » d'une multiplicité de secteurs de la vie sociale (ce dont le film *L'An 01*, de Gédé et Jacques Doillon, offre en 1972 un témoignage artistique). Ce qui apparaît transversal aux multiples crises qui composent Mai 68 est ce que Boris Gobille a appelé la *rupture des allégeances* : Mai « ne proposait pas nécessairement, ou "seulement", de substituer un ordre alternatif à l'ordre existant, mais attaquait les fondements normatifs mêmes grâce auxquels, sur de multiples scènes sociales, dans de multiples secteurs professionnels, au sein de multiples arènes politiques ou organisationnelles, s'imposait une hiérarchisation du monde social entre gouvernants et gouvernés, responsables syndicaux et travailleurs, décideurs et exécutants,

éducateurs et éduqués, créateurs et consommateurs de biens culturels, travail intellectuel et travail manuel, détenteurs du savoir légitime et les autres, bref, entre dominants et dominés, professionnels et profanes, entre le "normal" et le "déviant", le légitime et l'illégitime » (Gobille 2008, p. 21). De fait, si les mouvements sociaux qui suivent Mai 68 participent de la dynamique impulsée par les « événements », c'est en grande partie par leur poursuite d'une critique des rapports de domination qui trament l'ordinaire de la vie sociale (au travail, à l'école, dans la famille, le couple, le syndicat, le parti, l'église, etc.), mais aussi parce que l'« inouï de Mai » (*ibid.*) a laissé entrevoir pendant quelques brèves semaines que ces mêmes rapports de domination, et les institutions qui les supportent, n'étaient pas aussi invulnérables qu'il y paraissait, et que d'autres possibles étaient envisageables, pour peu que l'on s'y mette *ensemble*⁶.